

Événement

QUELLE IMAGE LA JEUNESSE SE FAIT-ELLE AUJOURD'HUI DU SYNDICALISME ? JEUNES SALARIÉS ENTRE ENGAGEMENT AU TRAVAIL ET TRAVAIL DE L'ENGAGEMENT

PAR MICHEL VAKALOULIS, SOCIOLOGUE

La jeune génération qui entre sur le marché du travail serait-elle réfractaire à l'action collective et à la démarche de l'engagement ? Force est de constater que les conditions de l'insertion professionnelle dans un contexte de crise prédisposent les nouveaux entrants à niveler par le bas leurs ambitions et leurs espoirs. Le passage par le sas de la précarité se révèle, pour la grande majorité d'entre eux, obligé. Dans tous les secteurs, l'emploi est sous tension. Si la dégradation du travail transforme insidieusement les salariés « aimés » en capital variable en sursis (ou en chômeurs en puissance), elle fait apparaître les jeunes comme une force de travail en pointillés. Une génération contrainte de confirmer d'emblée son « employabilité », périssable et remplaçable au gré des besoins de l'entreprise. Une génération à la fois flexible et réflexive, enthousiaste et contrariée, attachante et détachée. Les jeunes salariés, et particulièrement les jeunes diplômés, vivent le rapport au travail comme une tension permanente entre engagement et distanciation. Le travail représente à leurs yeux l'un des concepts gouverneurs de leur projet de vie. C'est une mise à l'épreuve redoutée mais souhaitable. Une occasion de prouver leurs capacités et d'éprouver leur propre valeur. La « réussite », la « carrière », voire l'épanouissement professionnel sont revendiqués avec conviction. L'acquisition de diplômes, liée à la massification de l'enseignement supérieur, rend cette approche « ascensionnelle » plus exigeante. Au lieu de lire dans cette disposition le triomphe de l'individualisme, on peut y voir la volonté d'une appropriation

active des circonstances de la vie professionnelle. L'existence d'une telle volonté est la condition préalable de toute mobilisation durable.

Mais la finalité du travail ne se limite pas à une simple visée d'accomplissement de soi. Les jeunes salariés se déclarent au même titre attachés à l'utilité de leur métier. Tel est le marqueur identitaire qui sous-tend leur professionnalisme. Or, l'orientation dominante des entreprises, indexée sur des critères de rentabilité financière, rend extrêmement difficile la réalisation de cette aspiration. Dès lors, c'est l'activité de travail elle-même qui apparaît entravée, reniée, dévalorisée. Une activité saturée de dispositifs d'évaluation et de performance, mais en perte de sens et de substance. C'est précisément cet échec, relatif mais récurrent, discontinu mais omniprésent, qui est à l'origine de l'implication désenchantée des jeunes au sein de l'entreprise. Cette crise structurelle de confiance, qui prend aujourd'hui des formes plus tranchées, exacerbées, les condamne à la vigilance permanente. C'est à partir de l'attachement des jeunes salariés à la défense de la qualité et de l'utilité sociale du travail que la rencontre avec le mouvement syndical est envisageable. Les jeunes reconnaissent la positivité du syndicalisme et souhaitent même son renforcement en tant que « contre-pouvoir » représentatif dans l'entreprise. En même temps, ils méconnaissent le syndicalisme réellement existant et, le plus souvent, ils s'en font une image vieillotte et caricaturale. Ils ne sont pas en principe hostiles à l'idée de l'engagement. Mais

ils arrivent rarement à concrétiser dans leur quotidien l'utilité de l'engagement syndical comme prolongement de leurs propres préoccupations et projections. Les défaillances du syndicalisme, en particulier la raréfaction de la présence militante sur le terrain, ainsi que la crainte de prendre l'adhésion comme un « paquet global » plutôt que comme une option « à la carte » pèsent sur les velléités de syndicalisation.

Mais l'absence d'adhésion n'empêche ni l'expression de la contestation ni la participation à l'action collective. Comme l'attestent certains conflits récents, les jeunes salariés sont capables de compenser l'absence

d'expérience par une redoutable virulence revendicative et un remarquable sens de la communication, y compris médiatique. Ils peuvent vivre l'engagement sans se reconnaître formellement dans la figure de militant, voire de l'adhérent. Pour autant ils ne sont pas, comme le proclame hâtivement la vogue postmoderne, une « génération zapping ». Même quand ils zappent, ils font des choix précis. Ils expérimentent le monde avec intensité et envie de découverte tout en étant en quête de repères collectifs.

De son côté, le syndicalisme a du mal à composer avec cette volonté obstinée de créativité dans le travail.

Il peine à transformer la défiance des jeunes à l'égard de toute sorte de « formatage » en défi pour conquérir de nouveaux espaces de liberté en articulant initiative personnelle et cadre collectif. Il tarde à élaborer un projet de reconquête sociale en prenant au sérieux son immense potentiel. En ce sens, le « rajeunissement » du syndicalisme ne se joue pas simplement au niveau du rééquilibrage générationnel du militantisme. Plus fondamentalement, il est étroitement lié au renouveau syndical lui-même, dont l'un des enjeux est la réappropriation des problématiques sociales et sociétales de la jeunesse.



POURQUOI LE DÉBAT SUR L'IDENTITÉ NATIONALE EST-IL UNE OPÉRATION DANGEREUSE ? UNE INQUIÉTANTE BOMBE À RETARDEMENT EST MISE EN PLACE

PAR MOULOUD AOUNIT, COPRÉSIDENT DU MRAP

L'IDENTITÉ nationale n'est pas un sujet tabou ni un gros mot. En parler est tout à fait légitime. Cependant, nous sommes conduits tout logiquement à refuser le cadre dans lequel le gouvernement veut circonscrire un débat qui, tel qu'il nous est proposé et dans le contexte politique dans lequel il s'inscrit, apparaît d'entrée ouvertement d'inspiration et d'intention xénophobes, propice à tous les dérapages racistes. Nous sommes conduits à le refuser pour deux raisons. La première. Il est porteur d'exclusion et de rejet. Étape supplémentaire d'un processus qui plonge ses racines dans la campagne pour la présidentielle, le débat aujourd'hui lancé par le président de la République trouve sa place dans un dispositif qui cherche, avec la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, à induire une relation entre les deux et à présenter l'immigration comme un danger et une menace pour cette identité. C'est une conception d'exclusion : l'Autre, l'immigré, est considéré comme un corps étranger à la France, ce qui laisse entendre que celle-ci est minée de l'intérieur. Par ailleurs, le fait que ce débat vienne en prolongement direct de celui sur

la burqa montre à l'évidence que l'initiative présidentielle ne fait que cibler davantage les populations arabo-musulmanes en les stigmatisant toujours plus. L'annexe de la circulaire adressée aux préfets ne fait d'ailleurs que donner corps à nombre de stéréotypes accentuant la construction d'une dichotomie fantasmagorique entre un « eux » et un « nous » préjudiciable à un vivre-ensemble dont la République doit être le catalyseur et le garant. Donner des gages aux électeurs du Front national n'est bien entendu pas étranger au lancement de ce débat. La proximité des élections régionales le laisse légitimement penser. Néanmoins, n'y voir qu'une instrumentalisation politicienne reste insuffisant car on assiste, avec le discours de Dakar, le projet de loi sur les bienfaits du colonialisme, le projet de mise en place de statistiques ethniques, à un véritable chantier de (re)structuration idéologique dont la cohérence n'est pas seulement dictée par des préoccupations électorales.

La seconde raison qui nous conduit à refuser ce débat est qu'il est un moyen de faire diversion des vrais problèmes qui minent et détruisent le

vivre-ensemble, à savoir la crise profonde et le renoncement de la République à donner corps à ses marqueurs fondamentaux qui la symbolisent, lui donnent sens et suscitent l'adhésion de tous. Si ce débat visait à construire le vivre-ensemble sans exclusion, s'il posait les vrais problèmes qui menacent la cohésion sociale, à savoir les logiques de détricotage systématique des acquis, la casse programmée des droits, si le débat portait sur les moyens de remédier à l'exclusion et à la précarité, pourquoi pas ?

Mais on laisse libre cours à tous les fantasmes autour d'une identité nationale que l'on voudrait définir en la figeant à jamais, alors même qu'elle a vocation à être en perpétuelle évolution. Fantasmes qui ne sont que les symptômes et les révélateurs d'une grave crise des valeurs originelles et identitaires de la République. En vérité, on assiste à une faillite des politiques dites d'intégration : dans le contexte économique, social et politique actuel, quel sens peut avoir l'égalité des droits pour les immigrés et leurs descendants ?

La persistance des discriminations

économiques, sociales, institutionnelles, spatiales, y compris celles dont sont victimes leurs enfants français, a miné, plus que tout autre facteur, les fondements mêmes de notre République. Cette crise met également en évidence le décalage flagrant entre les affirmations d'une défense universelle des droits de l'homme et leur négation dans la pratique, tant dans le domaine de l'immigration que dans celui du traitement de la question des sans-papiers.

Ce n'est certainement pas le lancement d'un débat sur l'identité nationale propice à tous les dérapages et surenchères xénophobes qui pourra guérir la société française du malaise persistant que génère une crise d'abord économique et même existentielle. Bien au contraire, c'est d'évidence à un débat dangereux que nous convie le président de la République, se comportant en l'occurrence en véritable apprenti sorcier et qui, à l'instar des propos tenus par le préfet Girod de Langlade, ou par M. Brice Hortefeux, va libérer la parole raciste et favoriser voire justifier un passage à l'acte tout en installant une inquiétante bombe à retardement.

Aujourd'hui, l'exemple de la Suisse montre les dangers que génère l'instrumentalisation de la xénophobie, et plus particulièrement de l'islamophobie, démarche politique irresponsable qui finit par créer des situations d'humiliation propices à des attitudes de repli communautaire portant gravement atteinte à l'unité et la cohésion sociale.

En conclusion, il nous faut poser les vrais problèmes, circonscrire avec intelligence et pédagogie les vrais enjeux, ceux qui taraudent notre société et qui entament sa confiance dans l'avenir. Face aux menaces lourdes de conséquences que représentent la casse des services publics, le développement du chômage et de la précarité ainsi que la régression des droits, il nous faut plaider et agir pour un développement des solidarités, donner sens et vie à l'égalité et la citoyenneté, reconnaître les droits de tous ceux qui résident sur notre sol. Contexte oblige, l'urgence est à l'apaisement en tournant délibérément le dos au débat tel qu'il est proposé, débat figé, corseté, inutile et dangereux : l'identité ne se décrète pas, elle se vit et se construit de manière permanente, citoyenne, par tous, et pour tous.